

# Collectes sélectives

## *Le point de vue des professionnels*

par J.-C. TURION

Pendant longtemps les professionnels de la collecte et de l'élimination des ordures ménagères ont été principalement confrontés à des problèmes techniques comme : apporter aux collectivités leur professionnalisme en vue de généraliser la collecte en porte à porte dans le cadre de la loi fondamentale de 1975 ; améliorer la productivité des collectes par des progrès techniques dans les matériels et les équipements, et par l'évolution des méthodes ; faire de la décharge un procédé d'élimination toujours plus fiable s'insérant de façon acceptable dans notre environnement. Aujourd'hui, dans l'ensemble des pays industrialisés, des prises de conscience se font jour qui remettent profondément en question les schémas traditionnels de collecte et de traitement. Hier c'était : éliminons le mieux possible. Aujourd'hui c'est : ayons le moins possible à éliminer. Les raisons de ce changement des mentalités : le traitement des déchets pour leur élimination est source de nuisances mal supportées par la population ; les sites nouveaux de traitement se raréfient ; les coûts de traitement sont de plus en plus élevés ; la protection de l'environnement prend une dimension politique croissante.

### RÉDUIRE LA MASSE DES DÉCHETS

Au niveau du collecteur et de l'éliminateur, l'enjeu est donc de réduire les quantités à éliminer. Il peut le faire en triant les déchets en vue de la revalorisation de toutes les matières revalorisables. Le collecteur professionnel voit d'abord les collectes spécialisées en termes de prestation de service, nécessitant des investissements spécifiques, de la main-d'œuvre spécialisée, une organisation et des méthodes adaptées et comportant notamment une action intense d'information et de sensibilisation de la population. Cette prestation nouvelle, qui s'intègre d'ailleurs dans une approche désormais globale des problèmes de propreté de la collectivité, a un coût. Il peut être en partie compensé par des économies, par exemple sur les quantités à éliminer, mais il doit être bien identifié et pouvoir être assumé durablement. Les matières triées, éventuellement stockées, transportées, puis traitées selon un processus industriel, seront ensuite réinsérées dans le circuit économique en étant vendues sur un marché concurrentiel et fluctuant, avec un bilan financier par conséquent aléatoire.

Si le cours du produit recyclé est favorable, l'industriel/négociant demandera des quantités accrues au collecteur. Dans le cas contraire, il se retirera du marché, sauf à obtenir des compensations financières. C'est le cas par exemple du papier des journaux/revues : en décembre 1988, la revente équilibre le coût de la collecte. Aujourd'hui, les cours ont chuté de 20 % et la collecte n'est plus rentable en termes économiques.

### QUELLES SOLUTIONS ?

Il faut tenter de limiter le risque économique ; pour cela on peut essayer de conclure des contrats de longue durée avec les acheteurs (industrie papetière). On peut encore mettre au point des mécanismes de péréquation pour régulariser les cours ou réduire les effets de leurs variations. Le tri des déchets répondant à des exigences de défense de l'environnement qui dépassent le seul contexte économique, la collectivité devra, s'il y a lieu, en assumer la charge financière si elle veut en assurer la pérennité. Les professionnels feront en sorte d'en minimiser au mieux le coût ; ils ne pourront l'assumer à sa place. L'Allemagne s'est engagée dans cette voie.

Le problème de la collecte des déchets ménagers à risques est encore mal maîtrisé en France : il s'agit par exemple des piles, des médicaments, des peintures, du fréon des réfrigérateurs. L'effort fait par la ville de Paris dans ce domaine est à suivre. Les professionnels pensent comme l'A.N.R.E.D. que les déchetteries constituent une solution positive de collecte spécialisée et qu'il y a lieu d'en pousser le développement. Plusieurs arguments militent en leur faveur : le tri à la source par containers spécialisés a ses limites. Au-delà de la collecte du verre et des journaux/revues se pose, en effet, un

problème de stockage en immeubles et d'encombrement de la voie publique. Le recours à la poubelle verte qui reçoit les matières récupérables et à la poubelle grise qui reçoit les matières fermentescibles n'est envisageable qu'en zone d'habitat individuel et, par conséquent, exclu pour la grande majorité des logements urbains. L'évolution prochaine du matériel de collecte, dictée essentiellement par des impératifs de sécurité, aura une incidence positive sur le développement des collectes spécialisées et des déchetteries.

Les normes draconiennes qui seront imposées aux engins de collecte auront pour conséquence des recherches de productivité au niveau du calibrage des ordures ménagères et de leur mode de présentation. La généralisation probable de la collecte hermétique, exclura les déchets encombrants ou en vrac et imposera des containers de capacité limitée (mais pas trop faible). Les déchets des artisans et commerçants devront faire l'objet de collectes spécialisées et les déchetteries verront leur rôle s'accroître.

**J.-C. TURION,**  
**Syndicat National**  
**des Activités de Déchets.**



Photo Saint-Gobain.